

Point n° 1 à l'ordre du jour

**Conseil académique du 5 juillet 2022**

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-4 et L. 712-6 1° III ;

Vu les Statuts de l'Université de La Réunion ;

Après en avoir délibéré, les membres approuvent le procès-verbal du Conseil académique réuni en séance plénière du 29 mars 2022, [annexé](#).

Résultat du vote électronique :

Nombre de présents ou représentés au moment du vote : 60

**Nombre de voix Pour : 58**

Nombre de voix Contre : 2

Nombre d'abstentions : 0

Nombre de présents n'ayant pas pris part au vote : 0

Fait à Saint-Denis le 31 août 2022

Le Président du Conseil académique

The image shows a blue circular official seal of the University of La Réunion. The seal contains the text 'UNIVERSITÉ DE LA RÉUNION' and 'DAJ' (Direction des Affaires Juridiques). Overlaid on the seal is a handwritten signature in dark ink, which appears to be 'Gilles LAJOIE'.

Professeur Gilles LAJOIE

Transmis à la Rectrice de la Région académique de La Réunion, Chancelière des universités le

**20 SEP. 2022**

Publié au *Recueil des actes administratifs* de l'Université de La Réunion, le

**20 SEP. 2022**



**CONSEIL ACADEMIQUE  
PROCES VERBAL DE LA SÉANCE PLENIERE  
DU 29 MARS 2022**

Le Conseil académique s'est réuni en formation plénière le **mardi 29 mars 2022 en hybride** sous la présidence du Professeur Gilles LAJOIE, président du Conseil académique.

Sur 70 membres en exercice dûment convoqués, 39 étaient présents ou représentés à l'ouverture de la séance à 10 h12. Le quorum est atteint. Le Conseil académique de l'Université de La Réunion a pu valablement siéger sur l'ordre du jour suivant :

1. Approbation du procès-verbal de la séance plénière du 06 octobre 2021.
2. Demande de dérogation pour la présidence des jurys de validation des acquis.

Points d'information :

3. Admission au diplôme national de Master.
4. Implication de la recherche dans les politiques publiques en lien avec l'environnement.
5. Questions diverses.

**MEMBRES PRÉSENTS**

Président du Conseil académique : Gilles LAJOIE.

Professeurs : Hatem SMAOUI (visioconférence) - Corinne DUBOIN (visioconférence) - Gwenaëlle PENNOBER (visioconférence) - Harry BOYER (visioconférence) - Marianne MORILLON (visioconférence) - Bernard REYNAUD (visioconférence) - Olivier MEILHAC (visioconférence) - Peter VON THEOBALD (visioconférence).

Maîtres de conférences et autres enseignants : Fiona BENARD (visioconférence) - Frédéric GARAN (visioconférence) - Nathalie ALMAR - Teddy CADERBY (visioconférence) - Lucie Marie Anne PENIN (visioconférence).

Personnels BIATSS : Zoulekha NISSARE (visioconférence) - Stéphanie ROBERT (visioconférence) - Kelly DUPUIS (visioconférence) - Karen HOAREAU (visioconférence) - Didier SEBASTIEN - Claudine HAMILCARO SOUPRAMANIEN (visioconférence).

Personnalités extérieures : Gilles PINAY (visioconférence) - Béatrice GOUYON (visioconférence) - Sonia VUILLERMOT (visioconférence).

Usagers titulaires : Amina ALI SAID à partir de 10h24 - Anthony CARPAYE à partir de 10h27 (visioconférence) - Ismaël HAMADA à partir de 10h27 (visioconférence) - Maëva CENTON à partir de 10h28 (visioconférence) - Jason DECOTTER à partir de 10h26.



## MEMBRES REPRÉSENTÉS

**Professeurs** : Alain CUCCHI par Harry BOYER - Mireille MARTEAU-PETIT par Marianne MORILLON - Elise RALSER par Corinne DUBOIN - Yvan COMBEAU par Harry BOYER - Bernard IDELSON par Gilles LAJOIE - Jean-Claude-Carpanin MARIMOUTOU par Corinne DUBOIN - Hippolyte Hugues KODJA par Gwenaëlle PENNOBER.

**Maîtres de conférences et autres enseignants** : Rémi BARRUE-BELOU par Gwenaëlle PENNOBER - Patricia DUCRET par Peter VON THEOBALD - Céline KHUN par Didier SEBASTIEN - Martine VAUGIEN-CHEUNG HOI PING par Lucie Marie Anne PENIN - Sylvain CUBIZOLLES par Olivier MEILHAC - Hélène MAGALON par Lucie Marie Anne PENIN - Christine ROBERT DA-SILVA par Marianne MORILLON.

**Personnels BIATSS** : Nathalie BEUF par Stéphanie ROBERT.

**Personnalités extérieures** : Sabine MAILLOT-FAUBOURG par Bernard REYNAUD - Mickaël TEYSSÉDRE par Gilles LAJOIE.

**Usagers titulaires** : Damayandi ABLEZOT par Anthony CARPAYE à partir de 10h27 - Steeve FONTAINE par Ismaël HAMADA à partir de 10h27 - Allan GUICHARD par Ismaël HAMADA à partir de 10h27 - Enora LE GUEN par Anthony CARPAYE à partir de 10h27 - Youssoufou MAHAMAN LAOUALI SOULEY par Jason DECOTTER à partir de 10h26 - Romain GUEST par Maeva CENTON à partir de 10h28 - Rudrigue SAUTRON par Maeva CENTON à partir de 10h28 - Lauriane VERHOOG par Amina ALI SAID à partir de 10h24 - Quentin LEGRAND par Jason DECOTTER à partir de 10h26.

## ONT ASSISTÉ EN QUALITÉ D'INVITÉS

Michel MULLER, Directeur du Service académique d'information et d'orientation (SAIO) du Rectorat (visioconférence) - Stéphane MAILLOT, Directeur de cabinet de la présidence (visioconférence) - Marie BOIRON, Directrice de la DEPF - Jean-Pierre CAMMAS, Directeur de l'OSU-R (visioconférence) - Nirmal NIVERT, Directeur des affaires juridiques et institutionnelles - Tatiana LEBEAU, Adjointe au Responsable du service des affaires institutionnelles - Geneviève CHABOT, gestionnaire au service des affaires institutionnelles, secrétaire de séance.

\*\*\*\*\*

En préambule, le *Président du Conseil académique* remercie les membres du CAC plénier présents ce jour, et rappelle les modalités de réception des questions diverses qui est prévu par le Règlement Intérieur du CAC, soit à 48 heures avant la séance, soit en séance de façon dérogatoire du fait du caractère exceptionnel reconnu par le président du CAC et soumis aux élus présents.

Il demande, s'il a des questions diverses à traiter en urgence. Il n'y en a pas.

## Point n° 1 : Approbation du procès-verbal de la séance plénière du 06 octobre 2021

Le *Président du CAC* demande aux membres si le procès-verbal, porté à leur connaissance, fait l'objet d'observations particulières. Il précise qu'il reste pour 2021, le procès-verbal du 03 décembre à valider qui sera présenté ultérieurement.

En l'absence de remarques, la session de vote pour l'approbation du procès-verbal de la séance du 06 octobre 2021 est ouverte.

**Le Président du CAc** soumet aux voix via l'outil de vote électronique.

Résultat du vote électronique :

Nombre de présents ou représentés au moment du vote : 37

**Nombre de voix pour : 21**

Nombre de voix contre : 0

Nombre d'abstentions : 6

Nombre de membres n'ayant pas pris part au vote : 0

Le procès-verbal de la séance du 06 octobre 2021 est adopté.

**Point n° 2 : Demande de dérogation pour la présidence des jurys de validation des acquis**

**Le Président du CAc** explique que c'est un point réglementaire pour la présidence des jurys de validation des acquis de l'expérience.

Ces jurys doivent être présidés par des professeurs d'université sauf dérogation accordée en Conseil académique plénier.

La liste a été mise à disposition dans la GED.

En l'absence de questions, **le Président du CAc** soumet aux voix via l'outil de vote électronique.

Résultat du vote électronique :

Nombre de présents ou représentés au moment du vote : 39

**Nombre de voix pour : 34**

Nombre de voix contre : 1

Nombre d'abstentions : 4

Nombre de membres n'ayant pas pris part au vote : 0

Le point est adopté.

**Point n° 3 : Admission au diplôme national de Master**

**Le Président du CAc** donne la parole à Madame BOIRON, Directrice de la DEPF pour la présentation de ce point.

**Madame BOIRON** explique que l'information a été reçue en octobre 2021 au sujet de la révision de la plate-forme nationale « trouver mon master » qui existe depuis 2016. Celle-ci sert à la communication des offres de formation de l'ensemble des établissements, depuis la mise en place de la sélection pour le diplôme de master, qui devait devenir une plate-forme unique de candidatures pour cette session d'admission 2022-2023.

En février 2022, elle reste une plate-forme d'information et sert à la constitution des recours pour les étudiants qui n'auraient reçu aucune proposition d'admission auprès de leur région académique dans laquelle ils ont obtenu leur diplôme.

La nouveauté sur le calendrier n'est pas impactant, puisque le calendrier adopté par l'Université concorde avec celui du ministère.

La circulaire sortie en février propose un calendrier national qui prévoit, pour la première session d'admission, que l'ensemble des réponses aux candidats soient formulées avant le 24 juin. Elle précise également la possibilité d'organiser une seconde session d'admission.

Le principal point de vigilance est au niveau des inscriptions administratives : les étudiants admis à la première session devront être inscrits dans les établissements au plus tard le 08 juillet, et au plus tard le 15 juillet pour les étudiants admis à la seconde session.

Il y aurait un impact pour l'inscription administrative du 15 juillet de la seconde session d'admission, qui est habituellement positionnée à la date du 20 août. Cela impliquerait que tous les étudiants aient leur résultat au plus tard le 08 juillet, et ce n'est pas le cas dans toutes les filières. Il y aura donc beaucoup d'inscriptions sous réserve à la date du 08 juillet.

Au niveau de la DEPF, tout est mis en œuvre pour tendre vers les préconisations de la circulaire, ainsi la période d'inscription sera ouverte un peu plus tôt, au 24 juin, soit 2 semaines d'inscription.

Les éléments de l'admission aux masters ont été validés par la CFVU et par le CA du mois de mars. Le règlement n'a beaucoup pas évolué. La capacité de la liste complémentaire a été augmentée pour les formations qui ont moins de 30 places en capacité d'accueil.

Au Conseil d'administration du mois de décembre, il avait été validé les capacités d'accueil, conformément à la demande du ministère, en distinguant les capacités d'accueil globales qui comprennent les étudiants redoublant et les étudiants étrangers via « Campus France » des *e-candidats* qui rentrent pour la première fois dans le master via la plate-forme d'admission.

Une vigilance sera demandée particulièrement :

- sur la rédaction des critères d'examen des vœux, avec la phase d'admission qui débute le 1<sup>er</sup> avril, les premiers dossiers arrivent dans les commissions au mois de mai.
- sur la rédaction des PV de commission. Les avis doivent être rédigés, et ne peuvent pas être que des avis « type », donc argumentés, puisqu'en cas de recours, il faut être en capacité d'indiquer clairement pourquoi l'étudiant n'a pas été retenu. Il y a de plus en plus de recours gracieux.

Les étudiants doivent introduire un recours au niveau de la plate-forme nationale « trouver mon master ».

La méthodologie reste identique aux années précédentes : au mois d'août une commission *ad hoc* réunit l'ensemble des présidents des commissions pédagogiques d'admission de master pour étudier les recours qui auraient été introduits auprès de la région académique.

**Madame PENNOBER** explique qu'il y a un souci de cohérence dans cette procédure, car les commissions ont déjà commencé pour les étudiants de « Campus France ». On se prononce déjà sur les résultats « Campus France » sans avoir une idée des *e-candidats*, tout en sachant que le nombre de places est limité en master.

**Madame BOIRON** précise qu'avec le calendrier avancé, c'est une volonté de distinguer la capacité d'accueil globale qui inclut les étudiants de « Campus France » qui ne passent pas par la plate-forme *e-candidats*. Il y a bien deux capacités d'accueil indiquées.

**Madame PENIN** demande à avoir des exemples indicatifs pour les avis formulés concernant les refus à rédiger sur les PV. Il est toujours délicat de rédiger ces avis tout en restant



cohérent par rapport au règlement, et surtout savoir si cela est posé juridiquement pour éviter d'être exposé à des recours.

**Madame BOIRON** précise qu'il existe une liste d'avis « type » qui est diffusée, qui sera à nouveau diffusée cette année. Elle n'est pas exhaustive, bien qu'elle soit d'année en année enrichie selon les spécificités de certaines formations.

La réglementation au niveau de l'entrée en master permet de n'indiquer l'avis motivé que sur demande de l'étudiant. Sur la plate-forme *e-candidats*, il est inscrit suite à un avis défavorable, le candidat peut demander la justification.

Sur les autres commissions de licence et de deuxième année de master, l'avis motivé est communiqué avec la décision.

Elle rappelle le point de vigilance sur ces avis « type », il est important de circonscire par exemple l'insuffisance du niveau, et de le compléter au regard du dossier de l'étudiant.

**Le Président du CAC** souhaite préciser que lorsque des étudiants ont subi plusieurs refus d'admission hors académie, la réglementation précise qu'il incombe à l'université dans laquelle il a obtenu son diplôme de lui faire au minimum trois propositions dont une dans un master local. Dans la commission des recours du mois d'août, l'engagement est pris depuis plusieurs années avec le Recteur, puis la Rectrice, de ne laisser aucun étudiant sans proposition. Dans le décret, il est spécifié qu'il y a bien une entrée sélective en master, mais en même temps un droit à la poursuite d'études.

Pour autant, au regard de la carte de formation, et le fait d'être la seule université dans la zone, il est parfois impossible de faire trois propositions sur une filière. Dans cette situation, il n'est possible que de proposer qu'un choix de master, et c'est le rectorat qui est chargé de compléter avec deux autres propositions, et cela hors académie. Cette procédure vaut également pour les académies de Métropole, puisque l'Université de La Réunion reçoit des demandes d'entrée pour des étudiants hors académie suite à des recours.

**Monsieur GARAN** voudrait un éclairage sur les modes de gestion de la liste complémentaire lorsqu'on a des masters à petit effectif. Par exemple en INSPE, la liste principale est rapidement réalisée, et idem pour la liste complémentaire qui est faible. Or sur ces deux listes, certains étudiants ont effectué des choix multiples, mais ils ne prennent pas le master qui a été examiné. On se retrouve à compléter le master avec des étudiants qui ont été orientés après un recours, alors que nous disposons au préalable d'autres candidats potentiels qu'on n'a pas pu intégrer à la liste complémentaire. Comment peut-on gérer ce rapport avec ce nombre de places effectives et un éventuel gonflement des acceptations ou de la liste complémentaire, afin de ne pas perdre les bons dossiers, et les inciter à postuler ailleurs ?

**Le Président du CAC** concède que cette question avait déjà été soulevée les années précédentes et demande à **Madame BOIRON** de préciser, au regard de la réglementation, ce qui vaut pour les listes complémentaires.

**Madame BOIRON** explique que le règlement avait été revu, l'année dernière, pour limiter le nombre de personnes en liste complémentaire, car pour certaines formations, il existait de longues listes complémentaires, où l'étudiant n'était jamais appelé, et n'avait aucune réponse, et il ne pouvait donc pas faire jouer son droit de recours.

Le règlement a été modifié cette année, pour que la capacité de la liste complémentaire limitée à 50% de la capacité d'accueil globale de la formation soit montée à 100% pour les filières à petits effectifs inférieurs à 30 places. Une autre modification est la nécessité d'avoir une réponse définitive au 23 août, pour que les étudiants puissent faire jouer leur droit de recours, le cas échéant. Il y a également la possibilité d'ouvrir une seconde session d'admission en ouvrant des places sur la liste complémentaire. Suite à une candidature à la première session, un étudiant peut postuler à nouveau à la seconde session.

#### Point n°4 : Implication de la recherche dans les politiques publiques en lien avec l'environnement

Le Président du Cac précise qu'il y aura, lors de ce point, l'intervention de Jean-Pierre CAMMAS, Directeur de l'OSU-Réunion, qui est également le représentant du CNRS à La Réunion.

*Le Président du Cac* a donc souhaité inscrire ce point à l'ordre du jour, car l'Université de La Réunion a un rayonnement particulier dans le champ des recherches en lien avec l'environnement. C'est le même constat qui est fait par l'HCERES dans sa dernière évaluation, en mettant en avant la qualité des publications en santé et en recherche biomédicale, mais aussi dans les sciences de l'environnement, comme en biologie fondamentale, en biologie appliquée, en écologie marine et terrestre, en sciences de la terre et de l'atmosphère.

Pour toutes ces disciplines dans les sciences de l'environnement, ces recherches appliquées apportent des réponses à des politiques publiques environnementales.

Il a été mis à disposition dans la GED, une page du ministère de l'Écologie qui reprend un glossaire des politiques publiques de A à Z, où apparaît en grisé, les items où l'Université de La Réunion est présente, tels que « littoral et milieu marin », « intégration et évaluations environnementales », « alimentation et agricultures durables », « climat », « risques naturels », « santé environnement », etc.

Dans tous ces domaines, l'Université de La Réunion a des conventions, dites « libres », qui apportent des ressources aux laboratoires de recherche, qui peuvent être utilisées sans obligation d'affectation des crédits. Par ailleurs, la Tutelle invite tous les établissements d'enseignement supérieur à augmenter leurs fonds propres, par la voie d'études, de travaux de recherche appliquée qui renvoient à des politiques publiques notamment environnementales.

**Le Directeur de l'OSU-Réunion (OSU-R)** fait une brève présentation de la structure avant d'aborder sa participation aux politiques publiques en lien avec l'environnement.

L'OSU-R, est une école interne de l'Université de La Réunion, avec un statut de composante, sous quatre tutelles : Université de La Réunion, Le CNRS avec les instituts INSU et INEE, Météo France, et l'IRD.

Ses missions principales sont les suivantes :

- 1) Fédérer une recherche multidisciplinaire et transversale dans le domaine de l'environnement, en s'adossant à la Fédération de recherche de l'Université, l'OMNCG, par le travail collaboratif des huit laboratoires fédérés à l'OSU-R sur des sujets interdisciplinaires : ENTROPIE, Espace-Dev, LACy, Energy Lab, LGSr, LIM, PIMENT, PVBMT.
- 2) Assurer le fonctionnement des stations d'observation environnementale avec le support d'une unité d'appui et de recherche, l'UAR, en ce qui concerne les moyens financiers et humains. Ces stations concernées sont : observatoire atmosphérique du Maïdo, la station hydrologique ERORUN de la Rivière des Pluies, la station côtière de Saint-Gilles-les-Bains et la station forestière de Saint-Philippe.
- 3) Participer à la formation universitaire, la diffusion de la culture et des connaissances scientifiques. L'OSU-R apporte un soutien aux masters en lien avec ses missions, et celui géré par Espace-Dev.

Il présente la structure nationale et européenne pour les observations menées par l'OSU-R :



- une première structuration nationale au niveau du CNRS par l'INSU, qui a créé des services nationaux d'observation (SNO), où l'on peut trouver l'ensemble des protocoles de la météorologie nécessaire, pour effectuer des observations à long terme avec une certaine précision et incertitude. Il y a plusieurs SNO : sur le climat, l'océan, le sol, l'eau, et l'observation des catastrophes naturelles.

- au niveau européen, une infrastructure de recherche européenne, c'est un consortium d'une vingtaine d'organismes de recherche, qui vont régir l'ensemble des observations pour un domaine de l'environnement. L'OSU-R appartient à quatre infrastructures de recherche (IR) : ACTRIS, une IR sur les constituants à courte durée de vie dans l'atmosphère ; ICOS, une IR sur les constituants à longue durée de vie ; ILICO, une IR sur le littoral et le côtier ; et OZCAR, une IR sur la zone critique sol, biosphère, eau dans le sol.

Ces infrastructures de recherche sont connues du ministère de la Recherche en fonctionnement à coût complet, et il a été obtenu à l'occasion des dialogues stratégiques de gestion 2021-2022, un soutien spécifique du MESRI pour les IR ACTRIS et ILICO.

Il présente deux exemples de projets en lien avec les politiques publiques :

- pour le climat et la santé : l'observatoire du Maïdo réalise l'observation de l'épaisseur de la couche d'ozone dans la stratosphère pour la prévision des indices UV, qui sont données dans les prévisions météorologiques, permettant de mesurer le niveau de risque pour la peau.

Les observations permettent de pallier les modèles de prévision qui peuvent ne pas prendre en compte un phénomène, tel que celui que nous avons connu avec l'explosion du volcan Honga dans les îles Tonga, et le dégagement du panache de dioxyde de soufre qui a entraîné une diminution de la couche d'ozone stratosphérique, et par conséquent une augmentation de l'indice UV non prévu par le modèle.

- pour l'océan et l'aménagement du territoire : il est prévu dans la zone régionale, sous l'effet du réchauffement climatique, une augmentation de 6 mm par an du niveau de l'océan pour l'île de La Réunion. Il est important de pouvoir suivre cette augmentation pour l'aménagement du territoire, tout en sachant que le niveau de subsidence de l'île est de 2mm par an.

Il passe à la présentation d'exemples de projets gérés par l'OSU-R pour le compte de laboratoires fédérés :

- Projet MEDIVI (OSU-R et LGSR), avec l'Université de Bretagne et l'Office de l'Eau, sur la mesure des débits d'eau par photogrammétrie, soit par drone, notamment lors des crues des rivières.

- Projet Profils de plage (OSUR-et Espace-Dev), avec la DEAL, sur la surveillance des profils de plage et du trait de côte par rapport aux forçages par les houles cycloniques et australes. Sur la zone ouest, le récif frangeant amortit les effets de la houle sur la côte, et participe à la construction de la plage. Il est donc important de pouvoir surveiller ces profils de plage de l'enjeu économique et des intérêts d'aménagement du territoire qui en découlent.

- Projet Observatoire du Littoral (OSUR-et Espace-Dev), avec l'Université de Bretagne, le BRGM et la DEAL, pour diffuser des connaissances scientifiques et techniques sur les risques côtiers sous un format très vulgarisé.

- Convention de prestation de service (OSUR-et Espace-Dev), avec l'Association Centre d'Étude et de Découverte des Tortues Marines (CEDTM) sur le suivi du trait de côte sur les sites bénéficiant d'actions de réhabilitation en faveur des pontes de tortues marines.

Il poursuit avec la présentation des activités des laboratoires :

-LGSR : des recherches sur la planification spatiale maritime et sur la filière pêche et aquaculture marine. Il y a, en partenariat avec le BRGM et le Département de La Réunion, dans le cadre du transfert des eaux est-ouest, un appui au choix de localisation d'une galerie de captage des eaux sous le massif de la Plaine des Fougères. Il y a des projets de prospection géothermiques pour caractériser la ressource géothermique, tels que celui de la CASUD. Il y a également la cartographie des coulées de lave du Piton de la Fournaise durant les éruptions et un appui à l'observation en période de crise.

-ENTROPIE : avec le Parc National et le Conservatoire du littoral, pour un appui scientifique aux actions de gestion des aires protégées. Des recherches sont réalisées sur la pollution plastique marine, les effets de la pollution lumineuse sur la biodiversité. Dans le cadre de la gestion de « la crise requin », il y a des recherches sur les effets de la réserve marine pour le compte du GIP « Réserve Naturelle Marine de La Réunion » et sur l'identification des requins pour celui du GIP « Centre Sécurité Requin ». Il y a également des travaux et mesures en lien avec la Directive Cadre sur l'Eau et la planification de l'eau à La Réunion.

**Le Président du Cac** précise que d'autres laboratoires participant à l'OSU-R, tels que les UMR Espace-Dev, PVBMT, apportent également des éléments de réponses aux politiques publiques environnementales, mais aussi dans le domaine de la santé, et de l'agriculture. Il donnera la parole aux UMR respectives, représentées par Madame PENNOBER et Monsieur REYNAUD pour développer ce point.

Il évoque par ailleurs l'idée, pour l'Université de La Réunion, de poursuivre au-delà du champ environnemental, avec les perspectives, telles que les travaux du Centre de Recherche Juridique (CRJ), et du Centre d'Economie et de Management de l'Océan Indien (CEMOI), qui permettraient dans le cadre de la mission de service public dans l'enseignement supérieur et de la recherche de participer pleinement à la réflexion sur les politiques publiques.

**Monsieur REYNAUD** explique que l'UMR PVBMT intervient tant sur la partie enseignement que la partie recherche, et l'appui aux politiques publiques. L'UMR est axée sur l'aspect « terre » dans le continuum « atmosphère-terre-mer » en soulignant, par exemple, l'importance de la relation entre la pluviométrie et l'existence de la végétation endémique dans les hauts.

Une relation forte existe avec la DEAL et le Parc National de La Réunion, pour les questions liées à la gestion des écosystèmes, telles que celles relatives aux espèces invasives qui les modifient, et qui impactent la santé. Dans le cadre cette gestion des écosystèmes à long terme, l'Université de La Réunion vient de signer avec le Cirad, un partenariat avec le Parc National de La Réunion sur une coopération régionale avec les universités d'Afrique du Sud et les parcs nationaux sud-africains.

Pour illustrer le développement des partenariats, dans le secteur SHS, il y a un projet européen Feder avec le LCF et le CEMOI sur les questions d'impact en termes de perception de l'environnement par les populations à La Réunion, et d'impact sur la situation économique (coûts/bénéfices) lié au changement climatique, en visualisant les bénéfices apportés par l'environnement aux populations.

Au niveau européen, dans le domaine des politiques publiques, l'UMR travaille en particulier avec la DEAL sur les règlements européens et leur adaptation au niveau des régions d'Outre-mer, permettant de mettre en lumière une coopération et une approche complémentaire avec les autres RUP, telles que les Canaries et les Açores.

**Le Président du Cac** complète cette question de projets européens avec celui cité par Monsieur CAMMAS relatif aux travaux sur la planification spatiale maritime émergeant à un fonds pour la pêche, le FEAMP, à l'échelle du sud-ouest de l'océan Indien dans les ZEE.

**Madame PENNOBER** aborde l'aspect SHS qu'on sous-investissait en tant que géographe. L'apport à l'OSU-R serait d'accompagner dans la perception des risques et sur le mode de vie sur le littoral. Ces actions seront entreprises en 2023 dans la convention « observatoire du littoral ». Il y a également à l'UMR, avec tout le volet SEASOI qui nourrit les politiques publiques, notamment dans la production de documents ressources.

Elle fait remarquer que dans les laboratoires, les chercheurs contribuent aux politiques publiques en participant aux comités scientifiques, tels que celui de la Réserve Marine, du Parc National, au comité risques de la DEAL. Une cartographie de cet investissement réalisé dans des structures publiques permettrait d'avoir une bonne vision de cette contribution.

**Le Président du Cac** valide cette idée de cartographie, car la présentation de ce jour n'étant pas exhaustive, cela mériterait une publication papier et numérique. On aurait l'image exacte du rayonnement de l'Université dans son territoire, où elle est présente à titre d'expert dans plusieurs entités publiques.

Avec la bienveillance et l'accord de principe du Cac, cette mission sera confiée au service de valorisation de la recherche en sollicitant le coordonnateur pôle excellence et rayonnement, avec la participation du service de la médiation scientifique à la DRIVE, et le VPRV. Cela permettra de mettre en lumière en 2022, à l'occasion des 40 ans de l'Université de La Réunion, les contributions en politiques publiques des enseignants-chercheurs et des chercheurs.

**Monsieur MULLER**, inspecteur-directeur du service académique de l'information et de l'orientation (SAIO), remercie pour ces interventions sur ces sujets passionnants. Il souhaiterait interpellier sur comment tisser un lien entre ce que propose l'Université en termes d'implication dans les structures publiques avec toutes ces activités de recherche et d'expertise et l'enseignement scolaire.

La préoccupation du SAIO est l'accompagnement à l'orientation et plus particulièrement l'ambition scolaire. C'est permettre aux élèves, tout au long de la scolarité à partir de la classe de 4<sup>ème</sup> et au lycée, de pouvoir se projeter vers des parcours de formation et des projets comme ceux qui ont été exposés. Il illustre ses propos avec l'exemple d'un projet pédagogique porté par l'Onisep dans la région PACA avec l'Ifremer, construit autour des sciences océaniques qui aborde les domaines des sciences humaines et sociales, de la géographie avec la question du trait de côte et l'exploration du milieu marin et sous-marin. C'est un sujet qui mériterait d'être scolarisé pour démontrer comment la démarche scientifique peut être un objet de travail. L'exposition des jeunes Réunionnais, de manière précoce, à la démarche et à la méthodologie scientifique, pourrait drainer des ambitions et aspirations, et les ancrer dans les préoccupations qui seront les leurs, sur le territoire dans un avenir proche.

Il demande comment réaliser ce pont entre les projets, dans lesquels l'Université est investie, et le fait de travailler avec le milieu scolaire dans l'accompagnement à l'orientation. Pour se faire, il y aurait des perspectives à développer au travers les stages en entreprise en classe de 3<sup>ème</sup> ou au lycée pour les classes de spécialités.

**Le Président du Cac** remercie pour cette question et explique qu'il y a d'une part l'activité récurrente d'accueil des scolaires sur des événements ponctuels, tels que la « fête de la Science », avec la mobilisation des chercheurs et des laboratoires, le festival du film scientifique avec Sciences Réunion. D'autre part, c'est un travail de recensement et de structuration de l'activité de l'ensemble des enseignants-chercheurs en direction du scolaire, que ce soit pour l'enseignement primaire ou secondaire, au travers d'interventions auprès des professeurs d'histoire-géographie, de sciences. C'est une intervention naturelle



qui est de plus en plus demandée par notre ministère de tutelle. Il y a également l'accueil de stagiaires, sans une politique incitative en direction des laboratoires de recherche. L'accès aux plateaux techniques de certains laboratoires de recherche dans le domaine de la santé peut être problématique. On pourrait favoriser un accueil des scolaires dans des laboratoires avec des activités moins sensibles.

Ce questionnement d'un pont entre les activités de l'Université et l'orientation scolaire tombe à point nommé, puisque l'Université réfléchit à une convention-cadre avec l'Académie sur les questions de *continuum* bac-3 bac+3, avec en ligne de mire « l'orientation ». D'autant plus que les réformes opérées et à venir sont conséquentes, telles que la transformation du bac, l'ajout de 1,5h de mathématiques dès la classe de 1<sup>ère</sup>, et elles poussent à un rapprochement plus rapide avec l'Académie. Ces décisions demandent à l'Université une adaptation de son offre de formation, et une réflexion sur le champ de l'orientation, pour permettre aux lycéens de réaliser un choix éclairé et motivé pour une réussite dans l'Enseignement supérieur.

Chaque année se tient une Commission académique de l'Enseignement supérieur, et un travail en amont serait à réaliser avec l'Académie et la Région Réunion sur la structuration du *continuum* bac-3 bac+3, et être porteur d'une vraie politique d'orientation pour une meilleure réussite dans l'Enseignement supérieur.

Une réunion pour discuter de ce projet qui est de lier institutionnellement l'Université avec l'Académie est prévue avec l'inspectrice académique en charge de l'Enseignement supérieur et le DAFPIC qui gère les enseignements professionnels dans l'Académie.

**Madame PENIN** rejoint les propos du Président du Cac sur les nombreuses initiatives qui se font de manière individuelle, ou en composante, d'échanges entre l'Université et les classes du primaire et du secondaire, telles que celle de la FST avec « Marmailles à la fac ». C'est une classe de CP d'une école à proximité qui vient visiter les laboratoires. « La Maison pour la science » est un autre projet à venir qui serait créateur de pont, celui des enseignants du primaire et du secondaire avec les enseignants-chercheurs. Ces initiatives sont les bienvenues dans les missions de science pour la société.

**Madame CENTON** fait remarquer que dans la présentation du sujet de l'implication de la recherche dans les politiques publiques en lien avec l'environnement, il n'était pas mentionné la thématique « accès au logement ». Il existe une réelle problématique à La Réunion, notamment pour le logement étudiant. Il serait intéressant d'orienter la recherche vers l'accès au logement et d'inclure les associations étudiantes à ces initiatives.

**Le Président du Cac** explique que certains champs n'ont pas été identifiés car l'Université n'est pas présente dans la recherche sur ces thématiques, tels que les risques technologiques, les transports (routier, ferroviaire, fluvial), accessibilité, finance et fiscalités verte ...

L'accès au logement serait un sujet plutôt économique ou réglementaire. L'Université est certes pluridisciplinaire, mais ne possède pas cette spécialité de recherche.

Il est bien conscient de la problématique de l'accès au logement pour les étudiants, qui a été évoqué lors du passage de la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Elle a mis en lumière que le CROUS ne dispose pas de moyens suffisants avec la forte pression financière sur le foncier pour construire de nouveaux logements étudiants. Cependant, depuis 10 ans des avancées ont lieu avec la construction de logements sur le Campus de Terre-Sainte, et du Tampon. Toutefois, cela n'avance pas au rythme des besoins exprimés par les étudiants.

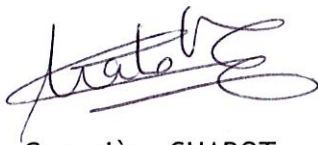
#### Point n° 5 : Questions diverses

Il n'y a pas de questions.

L'ordre du jour étant épuisé, **le Président du Cac** remercie les membres pour ce Cac atypique avec une portée de réflexion et une dimension stratégique, qui pourrait être une instance de réflexion stratégique, pour répondre aux attentes des politiques publiques et développer l'implication et l'implantation de l'Université sur le territoire et au-delà.

*Il clôt la séance à 11h43.*

La secrétaire de séance



Geneviève CHABOT

Le Président du Conseil académique



Pr. Gilles LAJOIE

